

# Nouvel essai nucléaire en Corée du Nord

jeudi 28 mai 2009, par [AFP](#), [PERON-DOISE Marianne](#) (Date de rédaction antérieure : 26 mai 2009).

Sommaire

- [Moscou appelle Pyongyang à \(...\)](#)
- [La stratégie ambiguë de \(...\)](#)
- [Pourquoi la Corée du Nord \(...\)](#)
- [La Chine a du mal à contrôler](#)
- [Les Etats-Unis sans réponse](#)

## Moscou appelle Pyongyang à revenir à la table des négociations

Moscou a appelé Pyongyang à revenir à la table des négociations afin de trouver une solution à la crise du nucléaire nord-coréen, mercredi 27 mai, lors d'un entretien au ministère russe des affaires étrangères avec l'ambassadeur de Corée du Nord en Russie.

« Nous nous sommes prononcés pour une reprise des négociations à Six sur la dénucléarisation de la péninsule coréenne afin de trouver des solutions politico-diplomatiques aux problèmes de la sécurité dans la région », selon un communiqué du ministère russe.

Moscou a aussi appelé Pyongyang à avoir une « approche responsable, à ne pas permettre que le régime de non-prolifération nucléaire soit sapé et à respecter les résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU ».

Quelques heures plus tôt, la Corée du Nord avait menacé son voisin du Sud d'une attaque militaire, deux jours après un essai nucléaire qui a ouvert la voie à une résolution de l'ONU dont la teneur pourrait diviser les grandes puissances.

\* AFP, 27.05.09

---

## La stratégie ambiguë de Pyongyang vis-à-vis de la Corée du Sud

**Interview. Marianne Péron-Doise est spécialiste de la Corée du Nord.**

Après son essai nucléaire et ses tirs de missiles, la Corée du Nord a menacé de plonger la péninsule coréenne en « état de guerre » si son voisin du Sud se rangeait aux côtés des menaces de sanctions internationales. Marianne Péron-Doise, spécialiste de la Corée du Nord, chargée d'enseignement à l'Inalco et Sciences Po Paris, revient sur la relation conflictuelle entre les deux Corées.

**Quelle est la nature des relations entre les deux Corées ?**

Marianne Péron-Doise - Il n'y a pas de traité de paix à proprement parler entre les deux pays. Les relations inter-coréennes se sont donc établies bon gré mal gré, mais dans un climat de défiance extrême puisque les deux pays sont techniquement toujours considérés comme en état de guerre. On comprend très vite que c'est une option à caractère économique qui a été choisie par le Sud comme soutien à la politique d'ouverture et de recherche d'apaisement des tensions avec le Nord.

### **Des accords de coopération ont cependant été mis en place entre les deux pays...**

On a eu le sentiment d'une certaine stabilisation. La Corée du Sud s'est montrée très volontaire pour venir à bout de la méfiance de la Corée du Nord et l'aider à sortir de son isolement. Le Nord a vite compris les avantages en termes d'aide alimentaire, énergétique et financière. Ces avantages ont amené la Corée du Nord à composer et à établir des rencontres plus ou moins régulières. D'abord dans une optique humanitaire, avec la réunification des familles séparées par la guerre. Puis quand le Nord s'est enfoncé dans le sous-développement, avec des famines très dures pour les populations, est venue l'étape économique de la coopération.

Mais il y a toujours eu des phases de recul car la diplomatie nord-coréenne avance toujours sur une base de confrontation. Dès que la discussion dépasse ce qu'elle estime être ses intérêts propres, elle se retire du jeu en mettant en avant le principe de l'autodéfense. Et la victime la plus évidente de ces phases de recul est le voisin le plus proche : la Corée du Sud.

### **Hormis la question du territoire, quelle est la fracture entre les deux Etats ?**

Les écarts entre les deux Etats se sont considérablement creusés et le Sud jouit d'une belle réussite que le Nord n'est pas capable d'égaliser. Le Nord s'en est rendu compte dans les 1990, quand il a été lâché par ses alliés traditionnels, la Russie et la Chine. C'est à ce moment-là que l'on a assisté à la recherche de capacités asymétriques et de développement de programmes militaires au détriment du développement économique et social du pays, et de la population.

Le grand frère du Sud renvoie une image que le Nord récuse : un niveau de vie plus élevé mais qui a renié les idéaux de la Corée ancienne. Le Nord revendique l'héritage de la « coréanité ». D'autant plus que Séoul collabore avec les Etats-Unis et s'est rapproché de l'ennemi abhorré et ancien colonisateur qu'est le Japon.

### **Les accords économiques n'étaient donc qu'un prétexte pour Pyongyang ?**

Symboliquement, il était important de déminer cette zone frontrière, et on avait le sentiment d'une certaine réunification. Mais chaque côté projetait une forme de réunification selon ses propres intérêts, et cela n'a fonctionné que sur la base économique. Quand on en examine leur fonctionnement financier, on voit que les projets étaient portés à bout de bras par le Sud. Les relations inter-coréennes devaient beaucoup à l'entreprise Hyundai, très impliquée dans la réunification des familles. La création de circuits touristiques permettait aussi de faire entrer des devises.

Il y a eu un gros effort financier et assez déséquilibré du Sud en échange de gains politiques tout à fait discutables, puisque c'est toujours Séoul qui fait les frais de chaque raidissement et des accès belliqueux de la Corée du Nord. Sur le fond, il n'y a pas eu de réel rapprochement.

### **Alors qu'on analyse souvent la menace nord-coréenne dans sa dimension régionale, envers le Japon par exemple, les menaces contre la Corée du Sud ne sont donc pas une surprise ?**

En effet. Il y a toujours eu des épisodes de menaces, où Pyongyang rompait toute relation avec Séoul. A chaque fois, la Corée du Sud avait la primeur de la mauvaise humeur de la Corée du Nord

dès que les rencontres internationales lui déplaisaient. D'une façon assez décourageante pour une partie de la population sud-coréenne et de sa classe politique qui sont en faveur d'une politique plus ferme. Les précédents présidents coréens du Sud se sont vu reprocher leur « sunshine politics » (politique de rapprochement) avec le Nord.

Le président actuel est conservateur et tenant d'une ligne plus ferme et basée sur la réciprocité vis-à-vis du Nord. Ce qui a eu pour conséquence un refroidissement des relations. Le paramètre qui a ajouté à la confusion et qui a brouillé les lignes est l'attaque cérébrale du « cher leader » en août dernier. Si ses capacités à décider sont entamées, derrière, il y a ses proches mais surtout le clan des généraux qui mise sur l'arme nucléaire, sur la provocation et l'escalade qu'on peut observer en ce moment. Les derniers évènements sont peut-être le reflet d'une gestion du pouvoir où Kim Jong-il n'a plus l'entière maîtrise de ses décisions.

### **Propos recueillis par Antonin Sabot**

\* LEMONDE.FR | 27.05.09 | 18h40 • Mis à jour le 27.05.09 | 19h

---

## **PLUS DE 50 ANS DE TENSIONS**

La partition entre la Corée du Sud et la Corée du Nord remonte à la fin de la seconde guerre de mondiale. La conférence de Yalta avait partagé la péninsule entre les forces soviétiques et américaines, sans que les puissances parviennent par la suite à s'accorder sur la réunification du pays.

**De juin 1950 à juillet 1953** a lieu la guerre de Corée qui se termine sur un statu quo territorial. Un armistice est signé mais il ne s'accompagne pas d'un traité de paix.

**Juillet 1973** : Corée du Nord et du Sud signent un accord affichant le désir de réunification pacifique.

**Décembre 1991** : signature d'un accord de reconnaissance réciproque et de coopération. Début d'échanges économiques entre les deux pays.

**1997** : ouverture de circuits touristiques en Corée du Nord pour les citoyens du Sud.

**De 1996 à 1999** : de nombreux incidents ont lieu en mer du Japon entre les deux Etats qui se disputent le contrôle des eaux ainsi que des zones de pêche.

**Juin 2000** : rencontre officielle entre le président du Sud Kim Dae-jung et le « guide » du Nord Kim Jong-Il. Signature d'une déclaration visant à la réunification. Début des réunions des familles séparées par la guerre.

**Octobre 2006** : Premier essai nucléaire nord-coréen.

**Mai 2007** : rétablissement d'une liaison ferroviaire entre la Corée du Nord et du Sud.

**Octobre 2007** : Second sommet inter-coréen. Un accord prévoit la mise en place d'un « système de paix permanent » qui remplacerait l'armistice de 1953.

**Juillet 2008** : une touriste sud-coréenne est abattue par des militaires du Nord après s'être aventurée dans une zone militaire.

**25 mai 2009** : la Corée du Nord annonce avoir procédé à un essai nucléaire, ainsi qu'à des tirs de missiles balistiques. Elle menace la Corée du Sud d'entrer en guerre si elle se range aux côtés des Etats-Unis.

---

## **Pourquoi la Corée du Nord a pratiqué un nouvel essai nucléaire**

Tokyo, correspondant

Réuni d'urgence, lundi 25 mai, le Conseil de sécurité des Nations unies a condamné le second essai nucléaire souterrain nord-coréen, effectué quelques heures auparavant, comme « *une violation de ses résolutions* ». De la Chine, alliée de la République populaire démocratique de Corée (RPDC), aux Etats-Unis en passant par le Japon, la Russie et les pays de l'Union européenne la réprobation est unanime. Pékin s'est déclaré « *résolument opposé à cet essai qui ignore la position internationale* ». Le président Barack Obama l'a qualifié de « *menace pour la stabilité en Asie du Nord-Est* », appelant « *une pression internationale accrue.* »

Cet essai, d'une puissance légèrement supérieure à celui d'octobre 2006, a confirmé les capacités atomiques de la RPDC qui entend être traitée comme une puissance nucléaire au même titre que l'Inde ou le Pakistan.

Souvent qualifiée d'« *imprévisible* », le régime a surpris par sa rapidité à réagir à la condamnation, en avril, par le Conseil de sécurité de son tir d'une fusée (lanceur de satellite ou missile expérimental ?). Mais il n'a fait que ce qu'il avait averti qu'il ferait s'il était l'objet de sanctions.

### **STRATÉGIE À LONG TERME**

Au-delà de la « réponse » de Pyongyang à cette nouvelle mise au banc des Nations, l'essai nucléaire se situe dans sa stratégie à long terme depuis la fin des années 1980 : se doter d'une arme de dissuasion afin de négocier en position de force avec les Etats-Unis un traité de paix (seul un armistice a mis fin à la guerre de Corée en 1953), des garanties de sécurité et une aide économique.

Le régime est prêt à négocier dans le cadre d'une stabilisation globale de la péninsule mais se cabre s'il est exigé de sa part un désarmement unilatéral.

La montée aux créneaux de Pyongyang a-t-elle un arrière-plan interne ? Accélérer un déblocage des négociations avec les Etats-Unis alors qu'un accident vasculaire, à l'été 2008, a affaibli le dirigeant Kim Jong-il et que se mettrait en place un processus de succession ? En tout état de cause, l'essai est un message à Washington.

A la suite de l'accord de février 2007 dans le cadre des négociations à Six (Chine, deux Corées, Etats-Unis, Japon et Russie) des progrès avaient été accomplis : désactivation et début de démantèlement de la centrale de Yongbyon ; suppression par Washington de la RPDC de la liste des pays soutenant le terrorisme. Puis, le processus s'est enlisé. Les Etats-Unis exigeant des mesures de vérification du démantèlement qui, selon Pyongyang, vont au-delà des termes de l'accord.

Depuis son arrivée au pouvoir, Barack Obama n'a fait aucune proposition nouvelle sur la Corée. Pyongyang s'impatiente, dénonçant la « *politique hostile* » de la nouvelle administration américaine.

La marge de réponse des Etats-Unis et de leurs alliés à la nouvelle provocation nord-coréenne est limitée. Une intervention militaire paraît exclue : intolérable pour la Chine. Dans l'affaire coréenne, Pékin a une préoccupation, celle de ne pas déstabiliser la RPDC. A l'extrême, le régime lui est indifférent du moment qu'il ne compromet pas ses intérêts : ne pas avoir de troupes américaines à sa frontière - ce qui serait le cas si la péninsule était réunifiée.

Une condamnation diplomatique n'a aucun effet sur Pyongyang. Des sanctions ? Elles affectent une population qui souffre déjà suffisamment plus que le régime lui-même et elles ne sont efficaces que si elles sont unanimes. Or la Chine (avec laquelle la RPDC effectue 70 % de ses échanges) les applique de « manière mesurée ». Seule une approche flexible, donnant-donnant, permettra d'enrayer l'engrenage actuel.

### **Philippe Pons**

\* Article paru dans l'édition du 27.05.09. LE MONDE | 26.05.09 | 10h42.

---

## **La Chine a du mal à contrôler son allié nord-coréen**

Pékin Correspondant

La Chine avait déjà sévèrement critiqué la Corée du Nord lors du premier test nucléaire auquel celle-ci avait procédé, en octobre 2006, reprochant à son allié de ne pas respecter ses engagements sur la dénucléarisation de la péninsule coréenne. Aujourd'hui, alors que Pyongyang menace la Corée du Sud d'une attaque militaire, deux jours après un nouvel essai nucléaire, Pékin réitère son opposition. Mais les termes utilisés, qui sont encore plus vifs, témoignent du désarroi de la Chine, qui apparaît incapable de contrôler un voisin dépendant pourtant d'elle sur les plans énergétiques et alimentaires. A Pékin, la dernière provocation du régime de Kim Jong-il est perçue comme un camouflet.

**La déclaration chinoise.** « *Ignorant les objections partagées en commun par la communauté internationale, la République démocratique populaire de Corée a de nouveau testé un engin nucléaire* », a regretté, lundi 25 mai, le ministère chinois des affaires étrangères dans un communiqué, exprimant l'« *opposition résolue* » du gouvernement : « *La Chine demande fermement à la Corée du Nord de tenir ses promesses de dénucléarisation et de cesser toutes actions qui pourraient encore un peu plus envenimer la situation.* »

**La hantise d'un effondrement du régime nord-coréen.** Solide allié du « Royaume ermite » du temps de la guerre de Corée (1950-1953), Pékin se retrouve aujourd'hui face à un dilemme : la Chine doit apparaître, en tant qu'acteur diplomatique de premier plan, comme une puissance capable d'empêcher les dérives nord-coréennes. Mais la diplomatie chinoise est hantée par le scénario catastrophe d'un effondrement du régime de Pyongyang qui provoquerait un afflux de centaines de milliers de Nord-coréens en Chine. On sait déjà qu'environ 250 000 Coréens du nord, réfugiés en Chine, font des allers et retours entre les deux pays.

**La crainte d'une réunification.** Autre raison qui ne permet pas à Pékin de disposer d'une marge de manœuvre plus confortable à l'égard de la Corée du Nord : la perspective d'une réunification coréenne qui rapprocherait la Chine d'une Corée du Sud où sont stationnés 28 500 soldats américains. Si la situation se dégradait chez le voisin et que Pékin décide d'intervenir militairement, comment gérer cette intervention avec les militaires américains et sud-coréens ?

**Reconsidérer les relations avec le « voisin à problèmes » ?** Ces préoccupations n'empêchent cependant pas les analystes chinois - et donc les responsables gouvernementaux - de s'inquiéter de manière croissante du caractère imprévisible et belliqueux du régime nord-coréen.

Le quotidien *Global Times*, qui se consacre aux relations internationales et publie désormais une édition en anglais, vient de remarquer qu'il « *est plus que temps pour la Chine de reconsidérer sa politique vis-à-vis de la Corée du Nord* ». Dans un article où abondent les citations de spécialistes chinois de politique étrangère, Sun Zhe, le directeur du département des relations sino-américaines de l'université de Tsinghua, à Pékin, traite la Corée du Nord de « *voisin à problèmes* ». Pour lui, Pékin ne joue d'ailleurs en la matière rien d'autre qu'un « *rôle de pacificateur* », car « *l'essentiel du problème concerne avant tout la relation entre les Etats-Unis et la Corée du nord* ». Autrement dit, parce que les provocations nord-coréennes sont largement dirigées vers Washington à des fins de marchandage diplomatique, c'est aux Américains de régler la question.

**Bruno Philip**

\* Article paru dans l'édition du 29.05.09. LE MONDE | 28.05.09 | 10h20.

---

## **Les Etats-Unis sans réponse face à la Corée du Nord**

Washington, correspondante

Mais que veut donc la Corée du Nord ? A la Brookings Institution, l'un des cercles de réflexion influents de Washington, les chercheurs sont perplexes. La crise avec le régime coréen a un air de déjà-vu qui déprime tout le monde. Dans la journée, Pyongyang a procédé à un tir de missile à courte portée et menace Séoul. « *Le problème est devenu encore un peu plus sérieux* », commente Michael O'Hanlon, le spécialiste militaire de la Brookings.

La liste est longue de toutes les politiques qui ont été tentées par les Américains depuis quinze ans. « *Le dialogue, pas de dialogue, le cadre agréé, les pourparlers à six* », égrène Carlos Pascual, l'un des vice-présidents de l'institution (et pressenti par l'administration Obama pour être ambassadeur au Mexique). Les sanctions, les pressions sur la Chine, la suppression de la liste des pays soutenant le terrorisme, la carotte, le bâton...

« *Et nous voilà de nouveau avec la même question. Que va-t-il falloir pour arriver à un certain degré de stabilité et de transparence en Corée du Nord, sachant que l'objectif doit rester la démilitarisation de la péninsule ?* », interroge M. Pascual.

Les experts estiment en même temps que la crise actuelle est différente. « *C'est autre chose*, dit Richard Bush, qui suit l'Asie depuis trente ans. *Ils n'essaient pas de négocier.* » Les analystes en sont réduits aux conjectures. M. Bush pense que la Corée du Nord est à un stade de son programme

nucléaire où elle a besoin de procéder à des essais. Et elle traverse l'incertitude de la succession de Kim Jong-il, malade. « *Le scénario du pire est que le régime s'effondre et que certains s'enfuient avec du plutonium* », dit-il.

Les experts ne voient pas quoi faire, sinon continuer à essayer de tirer le maximum du processus multilatéral, sachant que la Chine traînait les pieds pour les sanctions. Et attendre que la succession soit réglée. « *Une fois qu'ils auront assuré leur position, il est possible qu'ils reviennent à la table des négociations* », dit le sinologue Dennis Wilder, ancien de la CIA et responsable de l'Asie à la Maison Blanche jusqu'en janvier. L'option militaire aurait un coût important, et entraînerait des radiations. « *Un millième de l'effet Tchernobyl* », pense Michael O'Hanlon.

## **RISQUE DE PROLIFÉRATION**

Sur la politique de M. Obama, les commentateurs sont partagés. Au centre gauche, la plupart pensent qu'il a raison de ne pas entrer dans la logique d'escalade, et de ne pas offrir de « crise » à la Corée du Nord, comme le lui a recommandé un éditorial du *Washington Post*. Robert Gibbs, porte-parole de la Maison Blanche, l'a répété mercredi : « *Les menaces ne vont pas donner à la Corée l'attention qu'elle recherche. (...) C'est la cinquième fois en quinze ans qu'ils essaient d'annuler l'armistice de la guerre de Corée. Ils feraient mieux de se concentrer sur leurs droits et leurs obligations.* »

Les responsables américains se sont peu mis en avant, préférant travailler dans le collectif de l'ONU. Mercredi, Hillary Clinton, la secrétaire d'Etat, a quand même dû rassurer les alliés sud-coréens et japonais. Et le ministre de la défense, Robert Gates, est parti pour l'Asie alors que les 28 500 soldats américains stationnés en Corée du Sud ont été placés en état d'alerte.

Les Américains sont surtout inquiets du risque de prolifération. Ils surveillent les ports pour s'assurer que les Nord-Coréens « *ne déplacent pas de matériel qui pourrait être utilisé pour des armes de destruction massive* », a dit M. Gibbs.

A droite, les analystes sont plus critiques et jugent, comme Clifford May, de l'Heritage Fondation, que l'administration fait preuve de faiblesse. « *M. Obama a dit que la provocation ne ferait qu'accroître l'isolement de la Corée. Est-ce que nous nous imaginons que Kim Jong-il verse des larmes à cette perspective* » ? Les faucons de l'administration précédente font de la crise un « test » pour le président. Ils y voient une occasion de continuer à attaquer la diplomatie Obama sur le terrain de la sécurité des Américains. Dick Cheney a argumenté mercredi que l'attitude belliqueuse de Pyongyang montre que M. Obama a tort de réduire les crédits du Pentagone, notamment sur le programme de missiles antimissiles.

*Pour en savoir plus :*

[www.brookings.edu](http://www.brookings.edu)

**Corine Lesnes**

*Article paru dans le Monde, édition du 29.05.09. LE MONDE | 28.05.09 | 15h29.*